

Statut et Rôle des Femmes en Corée du Sud Evolution en Politique et Économie

(Kim, Eun Hi)

- | | |
|------------------------------------|-----------------------|
| . Introduction | . Femmes coréennes en |
| . Aperçu historique | économie |
| . Femmes coréennes
en politique | . Conclusion |

. Introduction

Parmi les proverbes coréens que l'on cite couramment, il y en a deux que nous retenons particulièrement pour aborder notre sujet, les voici: « Quand poule crie, malheur au foyer », et aussi celui-ci : « Chance à la femme qui ne connaît le jour du marché ». Le premier de ces proverbes signifie que les femmes n'ont pas à parler beaucoup (sinon malheur à elles, à leurs enfants, à leur famille, etc.) et qu'il est

* 2000

préférable de ne pas donner son opinion et d'obéir en toute chose à son mari. Le second signifie que les femmes n'ont pas besoin de savoir ce qui passe en dehors de la maison et qu'elles doivent vivre avec ce que leur mari leur rapporte de l'extérieur. Ces proverbes, illustrant deux idées reçues, dessinent le portrait caractéristique des femmes coréennes telles qu'elles ont été perçues dans notre société. Aujourd'hui, ce portrait est à la fois vrai et faux.

Etant linguiste femme et féministe, au cours d'un cours intitulé « langue et femmes », nous avons demandé à nos étudiantes de faire une recherche sur la définition du substantif « femme » dans divers dictionnaires coréens. Le résultat a été le suivant. L'un des dictionnaires a simplement donné comme définition « femme, genre féminin ». Il ajoute également des proverbes : « La femme doit être féminine pour être aimée » : « Trois femmes, assiettes cassées » : « La femme peut devenir noble ou basse »; dont les deux proverbes que j'ai cités là -haut. Ces définitions en tant que telles sont sensées donner des informations précises voire objectives ou scientifiques sur la femme, mais véhiculent des idées toutes faites que les jeunes consultent. L'autre, dictionnaire nord-coréen, définit le terme « femme » comme un genre qui forme la moitié de la population et qui joue un rôle important dans le développement de la société. Si nous admettons que la langue est le miroir de la société et que l'on peut concevoir la condition féminine à travers le comportement langagier, nous pouvons dire que la femme, en Corée, n'a pas eu de place ni de rôle bien déterminé depuis longtemps.

. Aperçu historique

Pour aborder notre sujet et pour comprendre davantage les femmes coréennes actuelles, il est préférable de présenter brièvement la condition féminine à travers l'histoire de notre pays.

Nous pouvons diviser cette histoire en trois étapes:

- 1) de la Corée ancienne à la fin de la dynastie des Yi (- 1910)
- 2) la période de l'occupation japonaise (1910 - 1945)
- 3) de l'indépendance jusqu'à nos jours (sous le régime démocratique).

Autrement dit, la première étape correspond à l'histoire de la femme dans la société traditionnelle, la seconde à celle de l'éveil d'une prise de conscience d'une «féminitude» (réf. négritude) par la femme elle-même, et la troisième à celle de la femme en lutte pour ses droits.

1. Période de la société traditionnelle

Dans la Corée ancienne, les femmes avaient des rôles importants dans la vie familiale et elles étaient aussi libres et actives que les hommes que ce soit dans leur vie maritale ou dans leur vie sociale.

A Shilla(57 av. J.C. - 935), il y a eu trois reines, ce qui signifie que les femmes avaient droit à l'héritage et avait leur place dans la lignée familiale. A l'époque de Koryo (918-1352) aussi, les femmes gardaient les mêmes droits et en outre celui de participer au culte des ancêtres, ce qui était très important. Le bouddhisme et le confucianisme qui ont été introduits vers le début de l'ère chrétienne avaient de l'influence dans la vie des femmes. Tandis que le confucianisme constituait la base philosophique du gouvernement, le bouddhisme guidait leur vie spirituelle. Mais, à l'époque de la dynastie des Yi, la cour a commencé à purger le royaume du bouddhisme en bannissant son influence à la cour et a adopté l'enseignement du confucianisme en tant que principe directeur dans l'art de gouverner et pour l'éthique.

Durant la période de la dynastie des Yi, l'ordre établi sur le patriarcat était imposé, la famille en étant la base. Pour garder les femmes au foyer, des lois comme l'interdiction du remariage des femmes, l'épuration des 7 vices, *les trois voies à suivre*, et la loi interdisant le commerce avec les hommes, s'appliquaient aux femmes et les empêchaient de s'épanouir. Surtout, vers la deuxième moitié de la dynastie, soit vers les XVII et XVIII siècles, en vue de consolider le système confucianiste, ses principes dogmatiques se sont renforcés et ont cloîtré davantage les femmes tout en exigeant d'elles de plus en plus de choses. Au foyer, le chef de famille, père ou grand-père, était considéré comme la source de toute autorité. Ils donnaient des ordres auxquels il fallait strictement se conformer sans discuter. L'obéissance au supérieur était considérée comme allant de soi et comme une vertu des plus admirables. L'ordre au

sein du foyer était assuré grâce au principe d'obéissance aux supérieurs. Bien entendu, aux femmes était demandée l'obéissance aveugle aux maris. Le patriarcat en Corée était donc un système social hiérarchique, soumettant les femmes à diverses contraintes qui les maintenaient dans une position d'êtres subalternes, passifs, opprimés, invisibles et sans voix. Ce système social pyramidal reposait sur la hiérarchie immuable et sacrée de la domination masculine: l'homme, tout en haut; la femme, tout en bas. Dans la société traditionnelle, les femmes étaient donc mal traitées et exploitées suivant des principes confucianistes élevés en droit.

A la fin du XIX siècle, la dynastie rigide des Yi qui voulait volontairement rester isolée de l'Occident a été forcée d'ouvrir ses portes en 1876. Le contact avec le christianisme et la civilisation occidentale a apporté aux femmes le concept d'égalité entre femmes et hommes et l'espoir d'un nouveau système social. Peu à peu, elles s'éveillaient enfin à un autre monde possible. Spécialement, la Réforme de 1894 qui a supprimé les lois coercitives dirigées contre les femmes, a changé plus ou moins le statut de la femme, surtout en ce qui concerne certains principes.

2. Période de l'occupation japonaise

En 1910, la dynastie des Yi, faible, divisée, infirme devant les grandes puissances, s'est vue annexée au Japon. La domination japonaise qui a duré 36 ans a entraîné une montée du nationalisme coréen. Exaspérés par la politique japonaise d'assimilation, désespérés par l'exploitation économique, les Coréens ont alors revendiqué leur différence et ont lutté pour l'indépendance. Contre le gouvernement japonais, ils ont organisé des associations et dirigé les manifestations.

De leur côté, les femmes se sont également battues pour protester contre les injustices et les discriminations et ont exigé que l'on reconnaisse leurs droits. Elles prenaient souvent l'initiative des mouvements patriotiques. En 1919 ont eu lieu des manifestations nationales qui ont coûté la vie à des milliers de personnes. Parmi les « héros » de la résistance, il y avait des filles et femmes. Une des grandes figures héroïques, parmi beaucoup d'autres jeunes femmes, a été une jeune lycéenne de seize ans. Il y avait aussi des partisans qui participaient aux combats contre les Japonais en

Chine et en Mandchourie, des filles armées contre les Japonais, des patriotes qui ont assassiné des dirigeants japonais. Il y avait également plusieurs associations coréennes de femmes patriotes qui ont cotisé pour les mouvements de l'indépendance du pays et qui les ont soutenus de diverses façons. Elles ont organisé des actions pour aider la patrie en détresse.

L'éducation des filles a joué un rôle important dans toutes ces activités.

Les institutions pour les filles, établies dès 1886, se sont chargées de l'éducation des filles qui étaient interdites dans la société confucianiste traditionnelle. Dans des écoles fondées par des missionnaires américains ou en relation avec eux, les jeunes filles ont pris conscience de la liberté, de l'égalité, et de la justice. Ces lieux éducatifs ont été le berceau de l'éveil des femmes et leur ont insufflé le patriotisme. Les femmes éduquées, véritables avant-gardes de la société, ont voulu être des leaders à travers tout le pays. Après des études, souvent faites à l'étranger, elles ont exercé diverses professions dans la société : institutrice, médecin, écrivain, peintre, aviatrice, et bien que le nombre n'en soit pas énorme, on peut dire que c'était une petite révolution. Elles ont ainsi milité pour les droits de l'homme en proclamant le droit de la femme, et se sont interrogées sur le statut des femmes en demandant la liberté dans la famille ainsi que dans la société.

Dans les années trente, les associations des femmes se divisaient en deux tendances. L'une était le YWCA fondé en 1922, appartenant au courant nationaliste, l'autre l'Association des camarades féminines fondée en 1924, première association socialiste. En 1926, le Keunwoohoe, l'union des associations des femmes, est née en fusionnant ces deux groupes de deux idéologies et organisations différentes en vue de déployer ensemble des activités unifiées. Leur but est sans conteste, par l'intermédiaire de rassemblement des femmes coréennes, de promouvoir le statut des femmes et de retrouver l'indépendance de la nation. Dans leur Déclaration de 1927, elles ont proclamé : « Toutes les injustices imposées aux femmes coréennes relèvent en gros des vestiges féodaux et des absurdités modernes. Dans les luttes contre ces injustices, il ne doit plus y avoir de discordes entre les femmes coréennes. Les femmes ne sont plus « faibles ». Le jour où les femmes se libéreront d'elles-mêmes, le monde sera libéré. Soeurs coréennes, unissons-nous ! ». Elles ont compris que les problèmes

sociaux posés aux femmes étaient issus du patriarcat traditionnel de la Corée et des conflits sexuels et de classe sous le système de la colonisation japonaise et pour les résoudre, elles ont demandé l'union et l'organisation des femmes. Cette date trace une ligne importante dans l'histoire du mouvement féministe coréen.

D'un autre côté, l'industrialisation menée par les Japonais a exigé des femmes les moins aisées leur embauche dans les usines. La nécessité de surmonter la pauvreté et de nourrir la famille, puisque les hommes étaient partis pour la guerre, a fait sortir les femmes des foyers où elles étaient destinées depuis toujours. Elles étaient employées à la poste, ouvrières d'usines, infirmières, vendeuses, aide-conductrices de bus, serveuses de café et de restaurants. Les marchés regorgaient de femmes qui apportaient de médiocres articles pour faire du troc. Les conditions de travail étaient très mauvaises et les préjugés envers ces femmes poussées au travail n'étaient pas favorables, étant donné que la société était toujours contre les femmes travaillant en dehors du foyer.

Ainsi sous la colonisation japonaise, dans l'incertitude du futur, dans des conditions défavorables, les femmes coréennes se sont battues pour la découverte de leur identité et leur libération malgré les discriminations sexuelles, raciales et sociales. Leur conscience et leur effort ont semé des graines pour la promotion du statut des femmes d'aujourd'hui.

3. Période après la fondation du gouvernement démocratique

Passons maintenant à une période récente, celle de 1945. Je me concentrerai ici sur le statut et le rôle des femmes en politique et économie.

A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, la Corée s'est libérée de la domination japonaise. Toutefois la joie a été courte. Pendant plusieurs années après la libération, notre pays a connu de nombreux malheurs et en particulier la guerre de Corée. La société divisée, la famille divisée, la misère, la différence des idéologies, tout compliquait le soutien de la nouvelle République. Après la guerre, hommes et femmes se sont mis à la reconstruction du pays. Les femmes ont dû jouer un rôle principal

dans la vie économique, sociale et politique. Cette période réclamait des femmes de devenir une aide.

Politiquement, c'est la période de la construction du gouvernement démocratique libéral et économiquement, c'est la période de l'industrialisation et du passage à la globalisation et à une société reposant sur l'informatique.

III . Femmes coréennes en politique

Avec l'établissement de la République en 1948, les Coréennes ont acquis le droit clairement défini par la Constitution à l'égalité des chances, à l'école, au travail et à la participation à la vie publique. Elles ont eu le droit de vote et de l'éligibilité. Elles étaient égales devant la loi et il n'y avait pas de discrimination dans les activités politiques.

Pour la première élection du 10 mai 1948, 89 % des femmes se sont inscrites sur la liste électorale, ce qui démontre leur participation volontaire et leur préoccupation pour la reconstruction du pays. Une minorité de femmes, 16 sur 590 candidats, s'est présentée à l'élection. Elles ont proclamé que les femmes, libérées des exigences traditionnelles des trois voies à suivre, doivent réclamer leurs droits de femmes. Elles ont bien voulu être représentantes des femmes et se sont engagées par certaines promesses à défendre le statut des femmes. Entre autres, il y en avait: « Reconnaître le droit de propriété des épouses », « Accorder aux filles le droit à l'héritage », « S'opposer à la cruauté de la bigamie, système de violation des droits de l'homme ». Ces candidates, pour la plupart, leaders ou patriotes des mouvements de libération, se sont efforcées d'organiser des actions pour éduquer la population, surtout les femmes. Elles étaient à la tête des mouvements pour l'alphabétisation, pour la lutte contre la discrimination entre les sexes fixant les rôles pour chacun et contre les préjugés interdisant aux femmes de se présenter dans une campagne électorale. Le résultat de l'élection de cette époque a été tout à fait négatif : aucune élue. Compte tenu de l'hostilité existant envers les candidates et qu'elles n'étaient pas bien traitées même par les femmes elles-mêmes, ce bilan est plutôt normal.

Mais, dans une société où la prédominance de l'homme sur la femme est de règle, la

présence des candidates était pourtant significative. L'Assemblée Nationale à cent pour cent masculine a été lancée en 1948. Mais, en 1949, la première députée, Im Young Shin a été élue à l'élection de suppléance. Lors de la deuxième élection, en 1952, deux femmes députées ont été élues sur 210 sièges. Hélas, ce faible taux de femmes s'est maintenu jusqu'à nos jours. (Comparé au développement économique et culturel du pays, le domaine politique reste à un degré d'évolution primaire et la place, le rôle des femmes dans la société n'ont toujours pas réellement changé, puisque les vieilles traditions de la dominance masculine subsistent dans beaucoup de secteurs.)

Nous pouvons diviser ces dernières 50 années de politique en quatre périodes.

La première(1948-1962) couvre les deux premières Républiques pendant lesquelles les femmes leaders, embauchées par le gouvernement, ont servi leur pays.

La deuxième(1962 - 1980) est celle du développement économique, dirigé par le président Park Junghee, qui a vu la nomination de 5 à 12 députés femmes à l'Assemblée Nationale. Celles-ci ont été élues selon le système de la circonscription électorale prenant en compte le pays entier, ce qui ressemble à celui de la représentation proportionnelle. Le nombre des députés femmes est alors bien élevé comparé aux autres élections, mais elles n'étaient pas préparées à mettre en place une politique concernant la question féminine et elles étaient bien loin d'être capables d'avoir un regard social, étant marginales ou accessoires dans un milieu politique dominé par les hommes.

La troisième(1980 - 1993) période est celle du désir de démocratisation dans tous les secteurs, sous l'influence du progrès économique, résultat de 20 ans d'industrialisation nationale. C'est aussi la période des mouvements et des manifestations d'ouvriers, d'étudiants et de citoyens. Les 8 et 9 députés femmes ne restent plus alors des représentants symboliques, mais elles deviennent de vrais serviteurs pour promouvoir le droit des femmes. Elles ont amené le gouvernement à réaliser des mesures en faveur des femmes. Le Comité National pour les femmes, composé des représentants des ministères concernés a été créé en 1983. C'est la même année que l'Institut de Développement de la Condition Féminine a vu le jour avec pour tâche d'effectuer une enquête complète sur les problèmes des femmes, et de lier ses résultats des mesures concrètes. Egalement les Instituts des études féministes ont été créés dans plusieurs

universités féminines où des cours sur le féminisme ont été donnés souvent comme matière obligatoire. Les jeunes filles et femmes ont organisé bien des associations, clubs, activités pour promouvoir le statut des ouvrières, paysannes, exploitées et pour améliorer les conditions de travail et de vie familiale et sociale. C'était la période de lutte.

Quant à l'Assemblée Nationale, elle a voté la loi sur l'égalité de l'emploi des femmes et des hommes en 1987. Conformément à l'environnement social en pleine mutation et à la participation des femmes à tous les niveaux de la société, le gouvernement a mis en place, en 1988, le second ministère sans portefeuille, chargé des questions relatives aux femmes. Une femme est naturellement nommée à la tête de ce ministère. 15 bureaux d'aide aux familles ont été créés au niveau des provinces, et 274 divisions également créées dans les villes avec des femmes à leur tête.

La dernière période est de nos jours. En 1993, le premier président civil depuis trente ans a nommé trois femmes ministres au sein de son gouvernement, aux ministères de la Santé et des Affaires sociales, et de l'Environnement, et au second ministère sans portefeuille. Les propositions faites par diverses organisations féministes se reflètent dans les décisions politiques à mesure qu'augmente le nombre de femmes ayant poursuivi des études supérieures, et qu'évolue le mouvement vers l'égalité des sexes.

Mais le chiffre n'est pas très encourageant.

Le statut des femmes en politique sud-coréenne est très peu élevé. A l'Assemblée Nationale, 50 ans plus tard, en 2000, il n'y a eu toujours que 5.9 % de femmes (16 sur 273 députés), le taux le plus élevé depuis 1985 qui est de 2.9%, mais c'est encore très bas comparé aux autres pays ; 17.1% (au Sénat) au Japon, 12,9% aux Philippines, 21.8 % en Chine, 20.1 % en Corée du Nord, 10.9 % en France. Dans les Conseils Régionaux, il n'y a que 1.6 % (56 Conseillères) de femmes, aux Conseils Généraux, 5.9% (41 Conseillères) de femmes.

A présent, les fonctionnaires féminines comptent 260,000, soit 29.7 % dont la plupart est dans l'enseignement et ce pourcentage augmente peu à peu. Mais dans la haute fonction publique le taux est toujours minime, soit 3.2 %. Le système du quota commence à être appliqué dans ce domaine, mais les candidates qualifiées manquent. Dans les diverses commissions gouvernementales, les femmes nommées sont de

12, 0%, 6 fois plus élevées qu'en 1985, mais leur participation n'est pas encore suffisante. Le gouvernement adopte les mesures visant à encourager la présence de femmes dans les conseils consultatifs, dans les conseils régionaux. Les féministes demandent plus de femmes dans les conseils de décision où les politiques à l'égard des femmes se discutent. Le gouvernement a le projet d'élargir le taux de femmes dans les comités jusqu'à 30% en 2002. Suite à la promesse de la création du ministère pour les questions féminines, on a vu la naissance du Ministère de la Condition féminine en 2001 qui a à sa tête une femme menant un combat de plus de trente ans, député du parti au pouvoir:

L'Assemblée Nationale a voté également la loi sur les partis politiques, concernant la participation équilibrée Hommes-Femmes sur les listes des candidats auxquelles s'applique le seuil de 30 % de femmes.

Pourtant, un certain nombre de freins demeurent qui empêchent ou découragent les femmes de viser un mandat politique.

D'abord, pour être franche, les femmes ne sont pas actuellement bien formées pour avoir l'esprit politique. Pour réaliser la politisation des femmes, l'organisation de la force politique et la systématisation de la formation des leaders politiques féminins sont exigées, étant donné que la nation appelle des femmes en faveur de leur condition sociale et de l'accès aux postes de direction et de décision. En effet, les instituts des études politiques pour femmes forment les futures politiciennes en même temps qu'ils éveillent la conscience politique auprès des jeunes filles qui devraient s'exercer dans les conseils de divers niveaux.

Ensuite il faut citer le manque de structures pour soutenir les femmes qui consacrent du temps aux activités sociales et politiques en dehors de leur temps familial. Les crèches ou garderies sont souvent citées pour l'amélioration du statut des femmes. Ensuite viennent l'inégalité des rôles dans la famille et aussi le préjugé social qui y est très souvent lié. Les femmes coréennes ne sont pas tout à fait libres des contraintes sociales bien enracinées dans leur esprit et dans leur entourage. Mais dans le milieu des jeunes, la mentalité évolue à grande vitesse avec le désir de la réalisation de soi et le progrès économique et le professionnalisme.

IV. Femmes coréennes en économie

Parmi les nouvelles diplômées de l'université, il y a une phrase qui revient régulièrement: « La carrière (profession) est obligatoire, le mariage facultatif ». C'est une nouvelle réalité bien différente de celle d'il y a une cinquantaine d'années où les jeunes filles d'une famille respectable disaient que leur but dans la vie était de devenir une femme exemplaire, c'est-à-dire une bonne mère et une bonne épouse. Cette femme idéale était le modèle que la société se donnait et vers lequel se tournaient toutes les jeunes filles qui faisaient tous leurs efforts pour réussir à atteindre ce but d'une vie, alors qu'elles étaient exposées aux malheurs et aux mépris des hommes. Mais les temps ont changé. De plus en plus de femmes coréennes restent délibérément célibataires et cherchent à faire carrière pour avoir une vie sociale et une place dans l'économie de leur pays.

1. Facteurs de changement

Cette évolution peut s'expliquer par divers facteurs.

D'abord nous pouvons parler du succès de l'industrialisation du pays et de la forte demande de main-d'oeuvre féminine.

La Corée, pays agricole de vieille date, a mis en place différents plans de développement dans les années 1960 et 1970; dont le succès a débouché sur une croissance économique et une transformation sociale remarquables. Les femmes ont eu plus d'occasions de prendre part aux activités économiques, surtout dans les industries d'exportation, qui requéraient une forte main-d'oeuvre.

Dans les années 1980, la structure économique s'est transformée en une économie de consommation et de distribution, et a demandé davantage de femmes dans les secteurs de service et d'administration. D'autre part, avec l'urbanisation et l'augmentation de l'abandon des régions rurales par les hommes, les femmes sont devenues la principale population active de la campagne. Notons également que depuis une dizaine d'années, avec les progrès de l'informatique et l'explosion actuelle du marché du travail sur le réseau Internet et dans le domaine de la haute technologie,

il y a eu une offre accrue de postes qui donnent aux femmes l'occasion d'avoir d'autres professions.

Enfin, le changement de la structure familiale a encouragé les femmes à travailler. Tandis que les femmes d'autrefois devaient travailler jour et nuit pour entretenir une grande famille, souvent constituée de trois ou quatre générations, la famille actuelle est réduite au père, à la mère et aux enfants, rarement accompagnée des grands-parents. Le nombre d'enfants par famille a également diminué, passant à 1.7 selon les statistiques de l'an 2000 .

Les appareils ménagers, les produits alimentaires, tout a concouru, en fait, à faciliter la vie au foyer et à donner aux femmes la possibilité et le désir d'accéder à une vie de salariée.

La prise de conscience de soi et la recherche d'identité accélèrent la réalisation de leur compétence. Ayant poursuivi des études supérieures, les femmes veulent exercer dans la société ce qu'elles ont appris. Par ailleurs la vie en société s'accompagne aujourd'hui de moins de contraintes pour les femmes que par le passé, grâce aux combats menés par les mouvements de libération féminine et à l'application de la loi sur l'égalité du droit à l'emploi. Ainsi, peu d'hommes considèrent aujourd'hui que la place d'une femme est obligatoirement à la maison, et une majorité d'entre eux estiment que les femmes ont le droit de rechercher leur épanouissement personnel, au même titre que les hommes, ce qui n'était vraiment pas le cas il y a encore peu.

Malgré l'augmentation des activités économiques, le taux de la population active des femmes est de 47.4 % en 1999, un peu plus de la moitié de celui des hommes, soit 74.4%. Comparé à celui de 1960, qui était de 26.8%, il y a eu une amélioration certaine, mais ce taux est quasiment inchangé depuis 1980.

En Corée du Sud, la population active indique ceux qui travaillent et ceux qui cherchent du travail, c'est-à-dire les demandeurs d'emploi. Parmi la population au-dessus de 15 ans, on exclut naturellement les femmes au foyer, les étudiants, les soldats et les personnes âgées. On admet donc que les femmes au foyer ne cherchent pas activement du travail et elles ne sont même pas comptées dans la population active. Dans le cas contraire, le taux de la population active serait beaucoup plus bas.

D'autre part, le taux de la population active féminine est intimement lié à l'âge et au statut matrimonial. Il augmente pour les jeunes femmes âgées d'une vingtaine d'années, mais descend après le mariage ou la naissance d'un bébé.

La première descente de ce taux relève non seulement de la discrimination sexuelle, mais aussi du manque de système d'assurance sociale qui facilite la garde des enfants des mères salariées. Les femmes qui poursuivent une carrière professionnelle envisagent souvent d'abandonner celle-ci dès leur deuxième enfant. Cette interruption de travail cause des problèmes. Dans ce contexte, il arrive que beaucoup de jeunes femmes, surtout celles ayant une profession de prestige ou bien rémunérée de ne pas penser au mariage, au risque d'importants sacrifices dans leur carrière professionnelle et leur vie privée.

2. Discrimination sexuelle dans le milieu du travail

L'égalité prescrite par la loi dans la Constitution n'est pas suivie d'effets et l'égalité reste sur le papier. Il y a beaucoup à faire pour que l'égalité professionnelle se concrétise, car il y a toujours discrimination au moment de l'embauche, écart des salaires entre femmes et hommes, ségrégation sexuelle dans une même profession, discrimination en ce qui concerne la promotion et la formation, double rôle des femmes.

Au moment de l'embauche, les femmes doivent franchir davantage d'obstacles. Elles sont les premières à être rejetées et les dernières à être employées. Le chômage frappe plus durement les femmes que les hommes.

Il y a un écart inadmissible entre les salaires des femmes et des hommes qui ont fait les mêmes études ou qui occupent le même emploi. En Corée, le chiffre de 1998 montre que la femme gagne en moyenne 61.7% de ce que l'homme gagne malgré le taux bien amélioré comparé à 1985 qui marquait 46.7 %, ainsi que les femmes qui ont fait moins de 9 ans d'études ont un taux de salaire évalué à 57.6 % comparé à celui de leurs homologues masculins bien plus élevé et que les femmes diplômées de l'université atteignent un taux évalué à 74.3% comparé à celui de leurs collègues masculins. Cet écart varie selon les professions. Dans les secteurs de l'enseignement et

de la fonction publique, la différence est minime, mais il y a peu de chances pour atteindre des postes de direction ou de décision.

Les femmes voient leur carrière stagner à cause de la ségrégation sexuelle. Il y a moins de choix dans l'éventail des professions qui soient accessibles aux femmes. Les statistiques montrent qu'en 1999, les emplois les plus convenables pour les femmes sont ceux de la vente (35.1%, quatre fois plus élevé qu'en 1960) et de la simple production (ouvrières, 26,3%, quatre fois plus élevé qu'en 1960), suivis de ceux de bureau (13.4%, 26 fois plus élevé qu'en 1960), ceux ouvrant sur des carrières (12.7%, 6 fois plus élevé qu'en 1960), ceux de l'agriculture et de la pêche (12.2%, 17% de 1960) et que la « lanterne rouge » ou le « but ultime » est la haute fonction publique (0.3%). Bien qu'il y ait une distinction nette entre les emplois masculins et féminins, des barrières commencent pourtant à être franchies. Dans les armées, sur les chantiers, dans les laboratoires, dans les travaux de construction, au volant des autobus, nous pouvons voir des femmes. La discrimination existe cependant toujours dans la hiérarchie: les hommes sont à des postes supérieurs, les femmes à des postes inférieurs.

En effet, les femmes sont exposées à la discrimination en ce qui concerne la promotion, l'embauche et la formation continue. La direction engage des hommes pour un poste à responsabilités et des femmes pour un poste subalterne ou auxiliaire. On trouve de nombreux exemples de discriminations flagrantes dont celui de la « démission forcée » après le mariage, la limitation dans la promotion imposée aux employées de banque et la retraite précoce (à 45 ans) imposée aux employées de la poste. Celles-ci ont obtenu de faire respecter leur droit au bout de plusieurs années de lutte. Ce qui rend la vie économique des femmes encore pénible est que les femmes ont, plus que les hommes, des difficultés pour faire coexister leur vie familiale et leur vie professionnelle. Etant donné que la tradition confucianiste exige des femmes de s'occuper de la famille d'abord et que la famille prime donc pour la plupart des femmes salariées, les Coréennes sont préoccupées par la famille et elles s'y sont attachées, jouant miraculeusement un double rôle. Elles sont donc obligées de travailler plus que leurs maris, quelquefois avec des remords de conscience puisqu'elles délaissent leur famille au profit de leur vie sociale. Parmi les jeunes

couples, plus détachés de la tradition familiale, la répartition du ménage se fait correctement entre couple et le statut de la femme au sein de famille change considérablement.

3. Problèmes actuels des femmes engagées dans la vie active

Parmi les nombreux problèmes actuels des femmes, nous nous limitons à en signaler deux : celui des femmes aux emplois précaires et le chômage des jeunes femmes qui ont fait des études supérieures.

Trop de femmes aux emplois précaires

Le marché du travail est en général instable et encore plus déprimant quand il s'agit des femmes. Dû à la crise économique survenue en 1997, l'année où la Corée est entrée sous le contrôle du FMI, ce phénomène d'instabilité de l'emploi des femmes a atteint un niveau alarmant. La restructuration économique admise comme une chose nécessaire, le gouvernement et les entreprises ont pris l'initiative de changer les emplois à contrat indéterminé en contrat déterminé et les femmes ont été les plus atteintes par cette politique de précarité. Tandis que selon les statistiques de 1998, 35.5 % des hommes avaient des contrats à durée déterminée ou à temps partiel, le taux est presque double pour les femmes, soit 66.1%. Si on y ajoute les femmes qui exercent leur métier à la maison, il faut compter 70%.

Nous pouvons dire que dans les années 1990, l'augmentation de l'emploi des femmes s'est faite sur des contrats à durée déterminée ou à la journée. Les syndicats recherchent bien une issue politique à ces problèmes touchant gravement les salariées, mais étant à dominance presque entièrement masculine, ceux-là restent plutôt dans une position passive à l'égard des femmes et les entreprises sont réticentes à rechercher une résolution positive. Les associations féminines se battent contre ces injustices qu'elles considèrent comme le résultat du patriarcat et de la prédominance de l'homme.

Femmes diplômées au chômage

Les Coréens considèrent l'éducation comme essentielle dans la vie sociale et la formation humaine et les parents n'hésitent pas à se sacrifier pour l'éducation de leurs enfants. Depuis des décennies il n'y a pas d'inégalité des chances dans les études entre garçons et filles. En 2000, les femmes diplômées de l'université (16 ans d'études) passent 47.5 % du total des diplômés, et celles à la recherche d'un diplôme d'université professionnelle(14 ans d'études) réussissent plus nombreuses que les hommes, de 25% environ. Si l'on pense que les filles atteignaient à peine le tiers du total des diplômés en 1980, il y a une augmentation considérable des femmes qui ont accompli des études supérieures.

Alors comment participent-elles à la vie active? .

Le taux de la participation est toujours bas. Bien qu'il ait progressé de 41.5% en 1985 jusqu'à atteindre 61.7% en 1996, il est retombé à 50.6 % en 1998 avec la crise économique. En 2000, ce taux s'est cependant un peu élevé atteignant 53,4%. Chez nous, l'incompréhensible est que les connaissances, c'est-à-dire les années d'études, ne sont pas proportionnelles au taux de la participation à la vie active. Les femmes diplômées des universités sont moins embauchées que celles diplômées des universités professionnelles. Elles sont encore beaucoup moins embauchées que leurs homologues masculins embauchés à 90.6%. L'écart entre femmes et hommes est très grand et presque la moitié de ces femmes est au chômage.

Les raisons de cette discordance sont nombreuses : d'abord les spécialisations que les femmes choisissent à l'université sont souvent les lettres (langue et littérature), les écoles normales, et les arts qui ne sont pas des disciplines compétitives sur le marché de l'emploi. Ensuite, les postes dignes de leurs qualifications étant relativement limités, l'accès en est difficile et l'employeur donne souvent la priorité aux hommes. Les postes qu'elles peuvent donc obtenir sont souvent inférieurs à ce qu'elles attendent, ce qui les pousse à démissionner.

Cette réalité n'est point prometteuse puisque nous assistons là au gaspillage de ressources humaines qualifiées. Nous devons donc nous interroger sur les choix d'orientation des jeunes filles, les secteurs d'activités qu'elles peuvent choisir et la

formation continue tout au long de la vie.

Nous venons d'énumérer certaines inégalités rencontrées sur les lieux de travail et ce que subissent les femmes salariées. Malgré tout cela, nous gardons l'espoir d'un progrès économique, étant donné que les femmes sont prêtes à surmonter ces difficultés et qu'elles sont aujourd'hui éduquées et qualifiées. Surtout, elles savent désormais contre quoi elles doivent lutter.

V. Conclusion

En guise de conclusion, nous citons ce que la première ministre de la condition féminine a dit vouloir mettre en place durant sa fonction publique : construire des crèches et des garderies pour les femmes salariées et créer un environnement favorable à l'exploitation des ressources féminines qualifiées. D'un côté, ceci peut être qualifié d'« humble souhait », mais c'est, dans le contexte coréen, le premier grand pas politique vers la promotion de la vie féminine dans la société et la reconnaissance des droits de la femme. Le gouvernement peut aider avec succès à cette promotion de la vie sociale, économique, et politique des femmes qui constituent, il faut bien le reconnaître, la moitié de sa population et donc de ses électeurs. Des politiques en faveur des femmes sont essentielles à l'essor entier du pays que ce soit au niveau économique, politique et culturel. Mais la réalisation n'est possible qu'avec la participation active de la part des femmes. Ces femmes doivent se sentir et être davantage responsables sur leurs lieux de travail et être conscientes de leur essentielle présence dans le réseau économique et politique du pays.

Bibliographie

- , (2000),¹ ㄱ,
, (2000),² ㄴ
, (2000),³ ㄷ

, (2000), 『
, (2000), 『
, (1999), 『
, (1999), 『 ? I. 2. 『,
(1998), 『 『 Mckinsey & company
/ , (2001),
Kim, Y.C. (Ed), (1976), *Women of Korea*, Ewha Womans University Press

-

-

, . , 가

,
,
,

가

가

. ,

, 가

가

10

가

가

가